

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Le congrès de janvier 2007 de la Fsu

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : lundi 8 janvier 2007

---

Démocratie & Socialisme

---

**La FSU tient son congrès fin janvier. Héritière de la FEN et de toute une tradition unitaire du syndicalisme de l'éducation nationale, elle est, depuis plusieurs années, tiraillée entre plusieurs options quant à son avenir et sa place dans le syndicalisme. Le Congrès de Marseille risque, une fois de plus, de ne pas trancher le débat, tout en fermant les yeux sur des évolutions fédérales qui participent de plus en plus nettement à l'émiettement syndical.**

Le syndicalisme enseignant a été au coeur de l'unité syndical pendant cinquante ans, avant de devenir le lieu où se manifestent le plus clairement les tensions vers l'émiettement et les difficultés de l'union du syndicalisme.

La création de la Fen, en 1948, a en effet obéi à une logique de refus de la scission entre Cgt et Fo. Elle a permis à ce que l'on a appelé la "forteresse enseignante" de jouer le rôle de trait d'union entre les différentes forces syndicales, malgré certains échecs, comme celui du Pumsud en 1957 ; et, bien qu'elle n'ait pas été officiellement reconnue par les différents textes réglementaires et législatifs, son poids dans la fonction publique a pu justifier qu'on parle d'elle comme d'une "semi-confédération".

Vingt ans après les premiers coups de boutoirs contre la Fen, la situation a changé du tout au tout. Fo, en premier, a rompu le pacte tacite entre la fédération enseignante et les confédérations ouvrières, qui consistait à ne pas empiéter sur leurs champs de syndicalisation respectifs. La création, en 1985, de syndicats Fo dans l'enseignement, avec le soutien de militants lambertistes et Rpr, a donné le coup d'envoi d'un long processus autrefois appelé "recomposition" qui a abouti à la situation actuelle.

Entre temps, la Cgt a tenté d'imiter sa concurrente historique, sans grand succès, d'ailleurs. La Fen a explosé ; d'un côté la "majorité" (qui n'est plus majoritaire depuis 1996), a abandonné son sigle pour se fondre dans l'Unsa, dont elle est devenue la branche "éducation". La Fsu, après une période d'euphorie, appelée dans le jargon local "l'effet U", connaît des difficultés de fonctionnement liées essentiellement à l'inadéquation de ses statuts avec le paysage interne profondément modifié par la sécession du Snetaa en 2001 et la scission au sein de la principale tendance minoritaire, l'Ecole Emancipée. Enfin, une fédération Sud s'est créée, d'abord avec l'apport de militants du Sgen-Cfdt en rupture avec leur direction confédérale, puis s'est développée dans le second degré grâce à des arrivées en provenance pour l'essentiel des minorités du Snes.

Face à cette situation, la Fsu semble dans une relative impasse. Le mode de fonctionnement, qui minore les majorités et impose, à défaut du consensus, au moins un large accord sur les prises de décision, se heurte à une bipolarisation asymétrique des tendances, avec d'une part Unité et Action, et d'autre part l'Ecole Emancipée. Le débat de tendance, de facto, ne correspond plus à la réalité des clivages et débats internes, mais se superpose à eux et semble être devenu un garde-fou consensuel. Ce renversement de situation se traduit par une certaine atonie du débat interne : les tendances qui, auparavant, garantissaient la clarté des débats, même si elles pouvaient aussi les figer, contribuent aujourd'hui grandement à les cacher. Elles s'opposent aussi et de la même manière à toute modification du mode de fonctionnement qui passerait forcément par une remise en cause de l'équilibre statutaire réalisé en 1994, lors du premier congrès de la fédération.

Ainsi, l'émergence d'un courant prônant la réunification syndicale a été rendue impossible par cette structuration figée, ce courant ne parvenant pas à arracher à leur tendance les responsables qui partageaient pourtant ses objectifs.

L'autre difficulté que connaît la Fsu est une crise de reconnaissance. Elle repose sur trois écueils qu'elle tente plus ou moins bien de contourner ou de dépasser. Le premier, c'est sa représentativité. Cantonnée dans la fonction publique d'Etat, avec environ 80 % de ses adhérents dans le seul ministère de l'Education nationale, la Fsu a dû

mener un combat titanesque pour un minimum de reconnaissance nationale, qui s'est traduit par son entrée au Conseil Economique et Social, mais n'est pas reconnue comme représentative notamment pour les questions qui touchent à l'interprofessionnel (retraite, protection sociale, etc.).

Cette difficulté est doublée par la stagnation de ses effectifs. Les principaux syndicats de la fédération connaissent en effet soit une baisse notable, depuis dix ans, de leurs effectifs (le Snes a ainsi perdu quelque 15 000 adhérents) ou une progression nettement moindre que leur audience pourrait laisser espérer (le Snuipp stagne sous la barre des 60 000 adhérents, alors même qu'il est majoritaire dans le premier degré).

Et cette stagnation des effectifs correspond aussi à une difficulté de mise en mouvement des professions enseignantes, en crise d'identité et de reconnaissance sociale depuis le passage de Claude Allègre au ministère, et assommées par l'échec de leur très forte mobilisation de 2003 contre la réforme Fillon des retraites et la décentralisation Raffarin.

La réponse de la Fsu a été une sorte de fuite en avant dans l'élargissement de son champ de syndicalisation. Après des débats âpres, mais réservés il est vrai aux initiés, le congrès de Perpignan a décidé d'accepter des syndicats de toutes les fonctions publiques. Il s'agissait, outre de syndicats de la fonction publique d'Etat n'entrant pas dans le champ de l'éducation, de la recherche et de la culture (qui est le champ historique de la Fsu), du Snu-Clias, dissidence de la Cfdt, et implantée dans la fonction publique territoriale.

Trois ans après, le bilan de cette orientation est assez maigre : ce syndicat n'est pas parvenu à dépasser son implantation d'origine dans une dizaine de départements, et, parfois, ses tentatives pour se développer se sont traduites par des conflits avec un syndicat fondateur de la Fsu, l'Unatos. Par ailleurs, le Snu-Clias a essuyé une série de refus d'enregistrement de ses listes lors des élections professionnelles, faute d'avoir pu prouver sa représentativité dans la collectivité ou le secteur concerné.

Au-delà, la question qui est posée à la Fsu est celle de son positionnement sur la question de la réunification syndicale. Deux projets, ici, s'opposent. Il y a, d'une part, une logique de rapprochement avec les confédérations existantes, et notamment la Cgt, dont la Fsu est évidemment la plus proche, qui pourrait être l'embryon d'une réunification. Cette piste, un temps explorée par le biais de Clui (Comité de Liaison Unitaires Interprofessionnels), s'est heurtée au scepticisme des partenaires de la Fsu, et ce d'autant plus que, précisément, la fédération élargissait son implantation dans des secteurs où elle était en concurrence avec les confédérations (notamment l'Anpe, à l'époque).

La seconde semble donc s'imposer : elle consiste à développer au maximum la fédération, qui devient un lieu d'accueil des syndicats en rupture, notamment avec la direction confédérale de la Cfdt. Cette stratégie, outre qu'elle agglomère à des syndicats historiquement structurés, d'autres dont les orientations et les principes sont souvent très éloignés, n'a pour l'instant pas fait la démonstration de son efficacité à sortir la Fsu de son isolement. L'option de la création d'une "Unsa contestataire" semble donc se heurter à la réalité des faits. Elle rallie pourtant à la fois Unité et Action, préoccupée de ne pas voir se réduire l'influence et les capacités d'action de "sa" fédération, et l'Ecole Emancipée, très proche de la Lcr, qui se réjouit de voir adhérer des syndicats dont les directions sont censées être sur la même longueur d'onde.

Les débats internes et le positionnement final de la Fsu, cependant, peuvent peser lourd, au bout du compte, sur la réunification syndicale que de nombreux militants appellent de leurs vœux. Ses actuelles orientations constituent, au même titre que l'indifférence de la direction de la Cgt, l'isolement de Fo, le pas de deux entre action et accompagnement de l'Unsa ou la stratégie de clivage systématique de Sud, un puissant verrou à toute évolution dans ce sens.

Reste à savoir, dans cette étonnante partie de sur-place, qui bougera le premier. Tout porte à croire, cependant, que, contrairement au cyclisme, celui-là ne perdra pas, puisque les salariés ont tout à gagner à se doter d'une confédération unitaire et démocratique puissante.

**Hervé Le Fiblec**